

Ce texte est la retranscription d'un exposé que nous avons demandé au camarade Maurice Laisant . Cette retranscription nous a posé quelques problèmes, en effet essentiellement construit sous une forme dialoguée, il nous a été difficile de le mettre en forme. Nous nous en excusons auprès des lecteurs. L'activité militante de Maurice, aussi bien pacifiste que libertaire, couvre une période qui va pratiquement de 1927 à 1991 année de sa disparition. Nous avons donc avec lui un témoin de première importance sur la vie et les activités anarchistes durant presque trois quarts de siècle.

lelibertaire

revue de synthèse anarchiste
25 rue Dumé d'Aplemont
76600 LE HAVRE
directeur de publication
Jean Pierre Jacquinet

issn 0181 - 768 x

commission paritaire n° 60824
imprimerie spéciale de l'éditeur . Travail effectué en camaraderie par le groupe Jules Durand

supplément au numéro 154
mars 1995

Maurice LAISANT

Regard sur le mouvement li- bertaire 1938- 1972

éditions du libertaire
supplément n° 7

Regard sur le mouvement liber- taire 1938 – 1972

Ce texte est le contenu d'un cours de formation militante donné au Havre en 1974.

... Si l'entente ne se faisait pas au sommet, elle se faisait à la base, et, lors des congrès, il y avait certains camarades qui faisaient de gros efforts pour ce rapprochement. Je dois dire que j'ai été de ceux là et mon frère également. Il a fait des interventions à ce sujet.

Ce qui les a mis d'accord, hélas, ça a été la guerre. Une grande débâcle, chacun a fait ce qu'il a pu. Là il a bien fallu qu'ils se rencontrent. Ils se sont rencontrés soit en première ligne - là où du reste Fremont s'est fait tué-, puisque lui avait pour but le noyautage de l'armée, en fait de noyautage de l'armée, il a reçu une balle dans la tête de la part d'un frère de classe qui était dans la tranchée adverse et qui devait noyauter l'armée adverse aussi, à sa façon.

La guerre, chacun a fait ce qu'il a pu. Il y en a qui ont refusé de partir. D'autres se sont débrouillés, certains se sont expatriés. La résistance a mis beaucoup de temps à s'organiser. Elle a été organisée par quelqu'un qui a disparu du mouvement anarchiste mais qui est toujours à la Libre Pensée de Marseille et qui a joué un rôle considérable, c'est André Arru. André Arru sortait de l'école des Lapeyre à Bordeaux où ils faisaient des écoles de militants. Et Arru s'est démené, il a traversé toute la France, il a été retrouver les copains et a mené une campagne extraordinaire. Il a sorti des affiches qui étaient innocemment intitulées « mort aux vaches » (l'affiche était un double colombier -0,90X1,20-) et ça se terminait de cette façon "... et foutez les tous dehors qu'ils aient une croix gammée, une francisque, l'étoile de Moscou ou la croix de Lorraine " Comme ça tout le monde était partagé et les affiches étaient collées sur les murs. Il m'avait expliqué qu'il n'y avait aucun risque à les coller, qu'il suffisait de le faire en plein midi et de prendre une grande blouse blanche, moyennant quoi on passait pour un colleur officiel.

J'avais quelques doutes sur ses vues, j'étais peut-être un petit timoré, mais je ne me suis pas risqué à suivre ses conseils. Tout ce que je faisais, j'allais (comme je voyageais à l'époque) porter ces affiches. Je faisais des rouleaux d'affiches, en les mettant dans les filets et je les prenais juste au moment de descendre à ma station, pour le cas où il y aurait eu des perquisitions. Et puis il a sorti également une petite brochure "Les coupables" qui était sous-titrée «Fédération Internationale Syndicaliste Révolutionnaire». Je l'ai relue avant de venir ici et je trouve qu'elle est absolument valable, elle l'est toujours du reste.

Et, à ce moment là il y a eu un congrès clandestin qui a eu lieu dans la campagne de Toulouse dans une ferme chez un vieux copain, Tricheux, qui était un vieux militant qui avait filé en Espagne au moment de la guerre d'Espagne. Et ça a eu lieu chez lui. Il y avait là Arru, naturellement, il y avait Voline, il y avait des camarades espagnols, et on a envisagé ce qu'il faudrait faire. Déjà on a vu les divergences qu'il y avait entre nous. Paris nous avait envoyé deux déléguées. Ces deux personnes étaient expédiées par le mouvement qui se réorganisait aussi à Paris autour de Bouyé. Bouyé m'avait rendu visite -je ne le connaissais pas avant- il m'avait rendu visite sur mon lieu de travail en me disant "c'est bien Maurice Laisant?", "oui c'est bien moi", voilà nous avons ton nom, avant guerre tu militais dans le mouvement anarchiste est-ce que tu es prêt à reprendre?", "oui d'accord".

Mais à ce moment là, je suis parti pour raisons familiales à Toulouse et me trouvant à Toulouse, évidemment je n'ai pas suivi ce qui se passait à Paris. Il y a les déléguées de Paris qui arrivent et qui nous déclarent: «Maintenant, au lendemain de cette guerre, il faudra que les anarchistes soient réalistes, c'est fini ce qu'ils étaient avant, il faut qu'ils se montrent et il ne faut pas qu'ils hésitent à se présenter aux élections». Alors évidemment Arru, Voline ont sursauté. Il y a Voline qui leur expliquait alors -je l'entends encore nous dire cela- «Tu es en train de t'engager sur une pente savonneuse» et on se demandait pourquoi ils avaient envoyé ces gens là. Nous l'avons appris: ces personnes là se trouvaient dans un mouvement trotskiste et un jour où elles montraient un peu d'indépendance, il y a des dirigeants qui leur ont dit «vous foutez nous la paix, vous nous emmerdez, votre place c'est pas chez nous, c'est chez les anarchistes». Alors elles ont pris leurs bagages, elles ont traversé la rue, elles sont venues se sont renseignées où il y avait des anarchistes, elles ont fini par le savoir et sont arrivées chez les anarchistes. On leur a dit «vous arrivez bien, vous êtes libres, on vous envoie comme déléguées au congrès international». Elles sont arrivées au congrès international et nous étions un peu stupéfaits de leurs positions.

La guerre s'est terminée et c'est alors qu'il y a eu un congrès: le congrès d'Agen en 1944. Lors de ce congrès d'Agen je dois dire qu'à Paris (j'étais retourné à Paris) il y eut un conflit. Il y avait Louvet, qui avait l'intention de monter une oeuvre personnelle avec sa femme Simonne Larchet et de sortir

un journal "Ce Qu'il Faut Dire", il reprenait le titre de Sébastien Faure et il pensait que ce titre était favorable et correspondait à l'époque. Il disait: «Moi, je le ferai mais je garde avec vous des rapports amicaux, avec le "libertaire" et nous pouvons sortir les deux journaux, du reste il n'y aura jamais trop de journaux». C'était sa position. Je connaissais Louvet, je l'avais rencontré et un jour il me dit, «je ne peux pas aller à Agen, mais je vais y envoyer une note, une lettre pour qu'ils la lisent en leur disant trouvez un moyen de fédération entre eux et nous et je suis tout prêt à l'accepter». Bouyé part à Agen et une fois que Bouyé est revenu d'Agen, Louvet me dit Bouyé est rentré ce soir et il m'a dit de venir à 7 heures. Allons trouver Bouyé et nous saurons ce qui s'est passé. Nous partons ensemble, j'avais dîné chez Louvet, et, nous arrivons avec Simonne Larchet. Bouyé était là très à l'aise, très content: «Je suis ravi de ce qui s'est passé à Agen». Il y a Louvet qui lui dit «Tu m'as dit de venir à 7 heures, où sont les copains? - Ha, ils ne seront pas là avant 9 heures - Tu m'as donné rendez-vous à 7 heures. - Oui parce que tu me demandais 7 heures. - Je te demandais 7 heures parce que je prends mon boulot à 9 heures, alors je ne peux pas te demander autre chose - Alors j'ai dit 7 heures parce que si je t'avais dit 9 heures tu aurais dit que tu ne pouvais pas venir. Alors comme ça tu es là. - Mais, alors, qu'est ce qui s'est passé à Agen? - Ça s'est passé très bien, j'ai demandé que ce congrès ne soit pas considéré comme un congrès, puisqu'il n'y avait pas de délégués, mais soit considéré comme un pré-congrès, alors les copains se sont ralliés à mon point de vue. Il y aura un congrès à Paris, l'année prochaine.»

«Oui, mais je t'ai donné une lettre, tout s'est bien passé, parfait, mais la lettre que je t'ai donnée? - Elle a été lue, elle a été lue - Mais encore? - Eh bien, les camarades l'ont lue, qu'est ce que tu veux que je te dise, et ils ont dit, la FA est ouverte à tous, ceux qui veulent y venir ont la liberté d'y venir, maintenant, ceux qui sont sur la porte, eh bien, ils resteront sur le paillason s'ils ne veulent pas y venir.»

«J'avais fait des propositions.»

«D'accord, mais moi je te rapporte ce qui a été dit au congrès.»

Louvet s'en va, je reste là, Bouyé fait son exposé aux copains. J'écris immédiatement à mon frère qui était resté à Toulouse et je lui dis: «Vous avez fait des blagues, vous commencez à diviser le mouvement au départ et vous auriez dû trouver un accord, sous une forme ou sous une autre avec Louvet.» Sur ce, je reçois une lettre de mon frère dans laquelle il me dit que ce n'est pas du tout comme ça que ça s'est passé. - «Il a été adopté le principe suivant: groupements de base, groupements d'affinité dont les membres sont parrainés, fédérations locales, régionales, mouvement libertaire. Ces structures permettent à toutes les tendances d'avancer vers un but commun tout en conservant un caractère affinitaire ainsi qu'un maximum possible de liberté sans que l'unité du mouvement puisse en être diminuée. Et il me dit, «n'ayant

eu aucune nouvelle des pourparlers qui devaient avoir lieu à ce sujet, nous te demandons d'interroger Bouyé et les camarades du "libertaire" afin de savoir si l'offre prévue a bien été faite car il était chargé de s'adresser à Louvet et de lui demander de faire des propositions. Est-ce que Bouyé a fait cette offre? Parce que nous sommes très étonnés. Tous les groupes de province représentés à Agen et ceux de Paris ont été unanimes sur ce point, si cet accord ne pouvait se conclure, ils ne manqueraient pas de faire inscrire cette question à l'ordre du jour du prochain congrès.» C'est signé Charles Laisant et c'est contresigné d'Arru. Un peu surpris je vais trouver Bouyé et je lui dis «dis donc qu'est-ce que tu penses de ça?». Il me dit :«bien, écoute je vais en donner connaissance aux camarades, je vais la lire cette lettre». Et Bouyé dit «mes camarades, nous avons encore une fois une lettre au sujet de cette affaire Louvet, je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais j'en ai les oreilles rebattues de cette affaire Louvet; alors si vous voulez, j'ai cette lettre que je vais vous lire, mais auparavant, j'ai une proposition à vous faire, je vous propose que tout ce qui pourrait avoir trait à une possibilité d'entente avec Louvet soit repoussé par le mouvement sans même être examiné». Immédiatement comme un seul homme, tous les gars à l'exception de Fernand Planché, de Vincey, de Torion et de moi, tous les gars lèvent la main (A ce moment dans le mouvement anarchiste, on votait à une cadence extraordinaire). « Et bien, l'affaire est classée, tiens Laisant, voilà ta lettre, tu vois, je t'ai donné satisfaction». Les choses continuent de la sorte, seulement il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas et il se produit ceci, c'est que le prochain congrès, celui de 1945, avait lieu à Paris au mois de novembre. Le congrès de Paris ayant lieu, il a fallu s'expliquer. Bouyé était un peu gêné, puis il y a tous les camarades qui ont commencé à le mettre au pied du mur et il y avait un conciliabule de toute la région parisienne (à quelques exceptions près, puisque je n'en étais pas). Dans ce conciliabule, il y avait tout le monde qui marchait comme un seul homme derrière Bouyé: quand Bouyé disait quelque chose, c'était parfait; il y avait derrière lui Joyeux et bien d'autres. Nous y reviendrons. Un moment donné, ils ont fait un coup d'éclat. Fontenis est monté à la tribune et déclare «et puis il y en a assez des parlottes, ceux qui sont décidés à faire quelque chose n'ont qu'à nous suivre et nous quittons la salle du congrès». Et ils sont partis, tumultueusement, en espérant qu'ils allaient être suivis de la majorité. Il s'est trouvé qu'il y avait les camarades de la région parisienne qui étaient derrière Bouyé qui les ont suivis et puis, ça s'est arrêté là. Mon frère est monté, il a dit «la séance continue, on va nommer un autre bureau» puisque c'était je crois Fontenis qui présidait. On a nommé un autre bureau et la séance a continué. Quelques 20 minutes après (il faut dire qu'ils sont partis sous une grande rumeur avec des gens qui s'indignaient de leur attitude). Ils sont revenus en disant «voilà nous avons une proposition à vous faire». Cette proposition était de concilier les choses, de revenir. Enfin après de longues discussions on se met d'accord pour faire un mouvement anarchiste qui comprendrait d'une part la fédération et le "libertaire", d'autre part le mouvement anarcho-syndicaliste et le mouvement "Ce Qu'il Faut Dire" puisque ces trois mouvements seraient chapeautés par le mouvement

anarchiste qui réunirait le tout. Les camarades de province (des hommes comme Lapeyre et Arru) disent: «écoutez, c'est la seule chose pour laquelle nous nous sommes déplacés, et c'est tout ce que nous voulions mais il y a un tas de questions qui n'ont pas été envisagées: la question du colonialisme, la question du syndicalisme. . . ». Là Bouyé dit:« Moi je vous demande une autorisation, c'est de nous permettre de faire une journée complémentaire où nous pourrions examiner en profondeur ces questions». Les camarades disent «comme vous voulez, du moment que nous avons obtenu l'essentiel». Bouyé convoque les personnes pour le 2 décembre (date fatidique) et le 2 décembre on se retrouve réunis avec pratiquement les camarades de la région parisienne et 2-3 copains de la province. Et Bouyé dit: «écoutez, nous allons examiner la question de Louvet, la question du mouvement anarchiste tel qu'il a été défini et qui sont ceux qui en sont partisans». Il remet tout en cause, les décisions qui avaient été prises par l'assemblée de tous pour que la région parisienne en décide. Opposition de certains, toujours les mêmes, notamment de mon frère et de moi. Il demande aussi que l'on exclue tous ceux qui étaient franc-maçons, il fait un tas de propositions de la sorte et, chose très comique, dans le même temps où Bouyé proposait cela il faisait une demande d'entrée en maçonnerie. Alors à ce moment là, les camarades - je dois dire qu'il y avait une évolution, il y avait des éléments parmi les suiveurs de Bouyé qui commençaient à le lâcher sérieusement et notamment Joyeux. Ils le lâchaient parce qu'ils l'avaient surpris en flagrant délit de mensonge. Bouyé racontait à qui voulait l'entendre que Louvet n'avait pu monter "Ce Qu'il Faut Dire" que parce qu'il avait volé le fichier du "libertaire". Et un jour Joyeux furieux (vous connaissez Joyeux) a dit «moi ça suffit comme ça, je vais aller lui casser la gueule». Il a enfilé sa veste et il y a Bouyé qui l'a retenu en disant -«mais non, tu ne m'a pas compris, je n'ai jamais dit ça»- Alors Joyeux a été assez surpris et il a commencé à prendre de la distance avec Bouyé.

Le prochain congrès avait lieu à Dijon, il avait été décidé à Dijon pour l'automne suivant mais devant ce qui se passait (parce que j'étais en correspondance avec la province, et, si j'ai un peu plus de lumière sur la question que tout autre, ce n'est pas que j'étais plus intelligent qu'un autre, c'est que j'avais le privilège de voir ce qui se passait à Paris et d'être en liaison avec la province pour voir dans tous les jeux). Il y a le groupe de Marseille qui fait une proposition de congrès exceptionnel, il demande qu'il ait lieu à Pâques 1946 sans attendre l'automne et on envoie la demande à Bouyé qui y souscrit comme toujours. Il reçoit les réponses et là, je voudrais montrer le personnage de Bouyé encore une fois: il reçoit les réponses; il a écrit à 80 groupes il y en a 35 qui disent nous sommes pour un congrès extraordinaire et 10 groupes qui disent nous sommes contre. Et bien il dit «35 groupes sur 80 que j'ai convoqués il y a donc minorité». C'est à dire qu'il faisait voter les abstentionnistes! Les politiciens n'y ont pas encore pensé. Il dit par conséquence le projet d'un congrès exceptionnel est repoussé. Ça n'a été que partie remise et ils se sont retrouvés à Dijon. Là Bouyé a été lâché par ses

opposants, on peut dire par l'assemblée de toute la province mais il a été également lâché par la plupart de ses troupes à Paris et notamment par Joyeux qui l'a plus que malmené au congrès.

Et à partir de ce moment là, à partir du congrès de Dijon, on peut dire qu'il a été brûlé. Comme nous l'avions attaqué, Bouyé a fait un article dans le bulletin intérieur puisqu'il y en avait un, ça s'appelait déjà "le lien". Nous demandions ceci: «considérant l'activité du camarade Bouyé depuis la constitution du mouvement libertaire et les décisions qu'il avait la mission d'exécuter au pré-congrès d'Agen d'octobre 44 où il avait été décidé d'établir un rapprochement entre les militants de la F.A et ceux de "Ce Qu'il Faut Dire". Au congrès de Paris, octobre 45, où fut constitué un comité de coordination qui avait pour but d'obtenir l'unité du mouvement troisièmement la conférence nationale du 2 décembre où des décisions inverses à celles du congrès furent prises c'est à dire évincer de la direction de la coordination anarchiste deux organisations participantes "jeunesses libertaires et CQFD". Le groupe d'Asnières constate que Bouyé n'a pas rempli le mandat impératif que les deux congrès souverains lui avaient donné, demande que Bouyé se retire volontairement de la fédération du fait qu'il a failli à la tâche qu'il devait mener à bien, au cas où Bouyé ne voudrait pas démissionner de la fédération, le groupe d'Asnières demanderait son exclusion pure et simple».

Bouyé a répondu au groupe d'Asnières par un article intitulé "orgueil, orgueil quand tu nous tiens" «Le poète a dit amour quand tu nous tiens, on pourrait dire orgueil . . . ». Il ne répondait en rien aux accusations qui lui étaient faites et il répondait sur un tour absolument littéraire. Les camarades d'Asnières vont au congrès de Dijon et là attaquent terriblement Bouyé. Du reste ils n'étaient pas tous seuls et Bouyé sent qu'il perd pied, que tout le monde l'abandonnait. Il y a encore quelques troupes qui déclarent «On sait pourquoi vous faites ça, il y a 5 personnes que l'on connaît bien et qui veulent s'emparer du mouvement, qui veulent être à la tête du mouvement, je ne donnerais pas leurs noms mais je les connais». Le congrès lui dit: nous aimerions connaître ces 5 personnes?. «Il y avait Louvet, Lapeyre, les frères Laisant et Arru». Alors il y a un vaste éclat de rire, il y a Lapeyre qui dit qu'il avait quelques petites attaches à Bordeaux où il militait depuis quelque trente ans et qu'il se voyait mal tout quitter pour venir diriger le mouvement à Paris. Il y a Arru qui a dit qu'il s'était établi à Marseille. Quant aux frères Laisant, mon frère a dit ceci: écoutez moi, je ne répondrai pas à la question, je vous répondrai simplement la motion que nous avons décidée et que nous avons préparée pour la lire au congrès. «La motion préparée par le groupe d'Asnières élaborée en commun et adoptée à l'unanimité, basée sur des faits précis, relatifs au cas du camarade Bouyé a suscité une réponse dans le supplément du "lien" numéro 7 tendant à discréditer les camarades de ce groupe auprès de l'organisation, en effet dans cette réponse intitulée "orgueil, orgueil quand tu nous tiens" il est clairement défini que la position de ce groupe est une sorte de mise en vedette cherchant à satisfaire l'orgueil

des camarades le composant, désireux qu'ils sont d'une ascension rapide. Le groupe d'Asnières enregistre la calomnie gratuite qui lui est adressée et rectifie l'accusation du péché d'orgueil dont on l'accuse en précisant qu'il ne présente aucun de ses membres aux différents postes responsables. Il constate que l'auteur de l'article n'ayant réfuté aucun des arguments présentés, la réponse faite au groupe d'Asnières consiste plus en une plaidoirie qu'un réquisitoire de sa part. Le groupe d'Asnières tient à affirmer que sa motion n'a pour but que de mettre en lumière des agissements qui lui paraissent suspects et d'obtenir des éclaircissements sur l'attitude équivoque du camarade Bouyé éclaircissements qu'il est seul capable de fournir aux groupes». Je passe sur le cas Bouyé, j'ai reçu des lettres où il avait le culot de me demander des comptes.

Je me suis un peu étendu sur le cas Bouyé parce que je pense que c'est un des grands rendez-vous manqués qui ont eu lieu. Et je pense que tous les incidents qui ont suivi le cas Bouyé sont une filiation des conflits qu'il a fait naître. Fontenis a été son meilleur élève, et au congrès de Dijon, on a fait confiance à Fontenis. Fontenis était là, on a dit: il a pu se fourvoyer mais il avait lâché Bouyé et Fontenis avait fait quelques tournées de conférences en province, et quand il allait en province et qu'on lui disait «il faudrait améliorer ça, ça n'est pas admissible. Il répondait: vous avez raison, il faudrait absolument changer ça». Et quand il revenait à Paris il disait «surtout continuez, ne changez rien». Il était tout à fait dans la ligne de Bouyé pour les moyens politiques. Alors Fontenis a pris la suite, au congrès d'Angers, on a vu Bouyé qui a essayé de refaire une réapparition mais il n'avait plus l'audience de personne, dès qu'il prenait la parole, tout le monde rigolait. En revanche en 47 à Angers Fontenis a été nommé pour que les choses aillent mieux. Je dois dire que l'on avait décidé de faire, tous les trois mois à Paris, pour éviter de pareilles choses, un rassemblement. Il y avait un délégué de province qui venait à Paris voir l'état du mouvement, c'était parfait et il y avait des journées qui avaient lieu de cette façon là. En 48 il y a eu le congrès de Lyon, et à ce moment là, j'ai fait une proposition au congrès. J'ai proposé au lieu que le congrès ait lieu en novembre, il ait lieu à la Pentecôte. En effet la distribution des prix, généralement le bilan des résultats d'une année, ça se fait à la fin de l'année. Ce n'est pas quand les camarades reprennent leur activité et qu'ils reviennent de vacances que l'on peut faire le congrès. Il m'apparaissait qu'il était plus logique de le faire à la fin de l'année après une année d'exercice, alors qu'on avait une vue de ce qui avait été fait et de ce que l'on pouvait faire, que lorsque l'on revient de vacances. J'ai été suivi et on a décidé que le prochain congrès aurait lieu non en novembre 49 mais à la pentecôte 50. Je dois dire que cette maladie du vote que l'on avait que toutes les discussions étaient closes. Dès le départ on disait on n'a qu'à mettre ça au vote avant même d'en discuter, c'était lié à ce qu'on appelait une consultation. On pratiquait la consultation. Il n'y a pas simplement un changement de vocabulaire. Il y a aussi une différence d'objet: le vote est une sanction, il appelle une décision. La consultation, c'est simplement une prise de tempéra-

ture. D'autre part, le vote clôt la discussion alors que la discussion peut se poursuivre après la consultation. Or, là, il s'est produit une chose un peu extraordinaire au congrès de Paris, une bêtise, une erreur monumentale selon moi qui a été proposée par un excellent copain pour lequel j'ai beaucoup d'estime qui s'appelait Georges Vincey qui s'occupait de toutes les questions administratives. C'était un peu notre grand argentier, chaque fois que le mouvement était embêté, on allait chercher Vincey qui chaussait ses besicles et qui nous disait: «voilà pourquoi ça ne colle pas». Parce qu'il avait une vue commerciale des choses qui était très étendue. D'autre part c'était un copain anarchiste qui venait du milieu individualiste et je m'étonnais d'autant plus de sa proposition. Il dit: «moi je suis au groupe Louise Michel, mais au groupe Louise Michel je suis toujours le couillon parce que je suis toujours en minorité et mon point de vue n'est jamais présenté au congrès. Alors je propose ceci: il y a trente membres au groupe Louise Michel, et bien, sur telle question il faut qu'on marque 22 pour et 8 contre, et tous les groupes en font autant et comme ça, les minoritaires pourront s'exprimer»

Ça relevait beaucoup plus d'un esprit démocratique que d'un esprit fédéraliste d'une part et d'autre part on aurait pu supprimer les congrès il aurait suffi d'envoyer quelqu'un qui aurait son certificat d'études et qui aurait fait des additions en disant sur tel point, l'affaire est repoussée, tel projet est accepté etc . . . A partir de ce moment là, il n'y avait plus de consultation, il y avait des votes et ça a scissionné le mouvement en trois tendances. Je vais m'exprimer en caractères politiques, il y avait ce qu'on appelait la majorité, - comme il y en a une au gouvernement-, cette majorité représentée par Fontenis. Il y avait l'opposition qui était représentée, -je personnalise la chose-, par Joyeux et il y avait ceux qui disaient nous ne participerons pas aux votes. Nous acceptons la consultation, nous n'acceptons pas le vote. Et ces camarades étaient représentés entre autres par les frères Lapeyre et par moi et mon frère. En sorte que Fontenis était majoritaire avec une majorité qui était minoritaire étant donné que si on avait tenu compte de l'avis de tous ceux qui s'abstenaient d'entrer dans la comédie et de ceux qui étaient dans l'opposition, ça faisait beaucoup plus que Fontenis. On assistait à ce dont j'ai parlé hier, à savoir que les majorité et minorité se cristallisaient par principe dès que Fontenis proposait quelque chose, tous les minoritaires étaient contre et dès que Joyeux présentait quelque chose tous les majoritaires étaient contre sans même examiner ce que c'était.

Il y eut le congrès de Lille qui eut lieu en 51, qui a commencé à voir les choses se désagréger et puis là, Fontenis a institué l'école du militant qui est quelque chose d'excellent en soi, si cette école du militant est contradictoire, si elle est faite par les uns et les autres, avec des points de vue différents, elle est bénéfique pour celui qui suit les cours. Mais, si au contraire c'est toujours le même qui fait les cours, ce n'est plus une école de militant, c'est une orientation et c'est ce que Fontenis faisait, il dirigeait, lui personnellement, l'école du militant, il était directeur du journal et il était secrétaire de la FA,

c'est à dire qu'il avait tout en main. La chose s'expliquera plus loin lorsque vous aurez connaissance de l'O.P.B. (organisation, pensée, bataille) mais nous ne le savions pas à ce moment là.

Les choses ont continué comme ça et le congrès de Bordeaux a eu lieu en 52. Ce congrès après bien des discussions s'est terminé par un compromis. Fontenis est arrivé en disant: «Bon, devant toutes les attaques que j'aies contre moi de la part et des abstentionnistes et des minoritaires, je vous fais une proposition, il y aura dans le "libertaire" une large place qui sera donnée à l'avis des minoritaires, il y aura ci . . . il y aura ça . . . » Il nous fait tout un projet sur lequel on se penche et on dit ça change tout, on peut s'entendre sur ces bases, et on propose de se mettre d'accord. On se met d'accord, mais quand on a voulu pousser la chose au bout, il y a eu opposition systématique. On a nommé une commission à laquelle j'appartenais, ainsi que Joyeux et Lapeyre. Une commission qui comprenait les trois tendances et à chaque fois où on allait se mettre d'accord, où l'on disait "oui", alors Fontenis disait "non, on ne peut pas accepter ça" et il bloquait la chose.

Revenu à Paris, on ne voit en aucune sorte les propositions de Fontenis s'appliquer. Le journal reste l'expression des majoritaires, les minoritaires n'y ont aucun droit et quiconque essaie d'avoir un peu de liberté est mis à l'écart. C'est à ce moment là que Fernand Robert -ne pas confondre avec Robert François- Fernand Robert qui était un syndicaliste, c'était avant tout un pauvre type, moi je dis un fou. Fernand Robert commence à dire, on va faire un congrès exceptionnel. et il fait la proposition d'un congrès exceptionnel au Mans, un mois après le congrès de Bordeaux, ça m'a semblé de la démente. Enfin, certains camarades y sont allés. Vincey y est allé, Joyeux, je crois y est allé. Fontenis a sauté sur l'occasion en disant "tous ceux qui ont été au congrès du Mans sont exclus de la fédération". Il a commencé à créer des exclusions pour «déviation, refus . . . »

Et alors se trouve exclu Joyeux . . . Et il les excluait de la façon suivante, je dois vous dire qu'à l'époque, il y avait treize régions en France, or le comité national envoyait les timbres et les cartes (puisqu'il y avait des timbres et des cartes) aux régions et les régions distribuaient ces cartes et ces timbres aux groupes. C'était un travail assez fédératif. Fontenis nous écrit en nous disant "désirez-vous recevoir les timbres?" Et il s'adresse non plus aux régions mais directement au comité national aux groupes. Quand Joyeux dit "je viens chercher les timbres et les cartes, "le groupe Louise Michel n'a pas à recevoir de timbres et de cartes". Joyeux est éliminé, Vincey est éliminé et puis ils vont plus loin, ils éliminent Arru, ils éliminent Lapeyre. Quant à Fayolle il dit "si vous êtes éliminés c'est de votre faute, vous n'êtes pas en règle, vous n'avez pas votre carte et vos timbres. Moi j'ai toujours payé mes timbres et mes cartes". Seulement quand Fayolle va pour les faire renouveler il entend exactement ce qu'a entendu Joyeux "on te refuse les cartes et les timbres".

Il y avait une certaine folie là-dedans. Parce qu'ensuite lorsqu'il s'est adressé à tous les groupes de France, eh bien, il a oublié une certaine chose, c'est que le secrétaire de la régionale du Sud-Est, c'était Arru, et que le secrétaire du Sud-Ouest c'était Aristide Lapeyre qui avait toute la région de Bordeaux et l'autre toute la région de Marseille -la région de Marseille qui était la deuxième région de France après Paris, il devait y avoir 25 à 30 groupes- Et ils disent «on n'a pas à recevoir de timbres de vous, vous n'êtes pas le secrétaire régional». Dans le même temps il y a les groupes de la région de Toulouse (la 10ème région) qui disent «nous n'acceptons pas les timbres tant que vous n'en aurez pas envoyé aux groupes de Bordeaux et aux groupes de Marseille». Par conséquent voilà Fontenis qui est complètement isolé. Mais il se dit, il y a un moyen -parce que ce n'était pas suffisant comme précaution- Il envoie une lettre (et j'en ai reçue une) en disant : «Mon cher camarade, ou groupe d'Asnières, nous t'envoyons les timbres et les cartes mais auparavant -avant de t'envoyer les timbres et les cartes- nous te demandons d'approuver les décisions qu'a dû prendre le comité national vis à vis des indésirables». Et seuls étaient admis au congrès suivant ceux qui pouvaient présenter patte-blanche. De la sorte on ne risquait pas de voir de l'opposition, il n'aurait que des partisans.

J'ai dit tout ça c'est très joli, mais il arrivera un moment où, les montagnes seules ne se rencontrent pas, il arrivera un moment où il faudra que l'on s'explique. Et au congrès il y aura un règlement de compte. Ce que je n'avais pas prévu et c'est ma grande erreur, c'est qu'en 53 à Paris le congrès a été clandestin! De bouche à oreille ils ont dit "il faut aller à la boutique" et à la boutique on nous disait d'aller à tel endroit trouver un camarade qui tenait une permanence dans un café et qui nous indiquait où avait lieu le congrès. Alors le congrès a eu lieu et nous n'avons même pas su où il se tenait. Nous l'avons su par la suite. Là il est important de vous dire qu'il y avait une chose qui s'était produite c'est le "mémoire" que vous connaissez sans doute et dont nous avons eu connaissance après coup. Ou le plan de Fontenis était de s'emparer de tout le mouvement et une fois qu'il s'était emparé de tous les leviers de commande, qu'il avait mis tous ces hommes en place, on virait tous ceux qui ne convenaient pas.

Plan qu'il a exécuté assez correctement par rapport à son projet. Mais vous savez que quand il y a une première charrette, il y en a toujours une deuxième. C'est vrai en Russie, c'est aussi vrai en France. Après nous avoir virés, il a viré certains de ceux qui nous avaient virés. La deuxième charrette a compris Serge Ninn, Giliane Berneri, Blanchard et Lagand qui a créé le journal "Noir & Rouge". Naturellement je dois dire que ces gars ayant été virés et n'étant pas contents, ont révélé l'existence de l'O.P.B. Alors il a fallu attendre une année où il a fallu nous ressaisir. Et on doit dire qu'il y a deux hommes qui ont collaboré d'une façon très active à la reconstruction du mouvement. On s'est rendu compte que les choses étaient absolument pourries, il n'y avait aucun compromis possible entre Fontenis et ses hommes et

nous. Nous avons recréé un mouvement avec beaucoup de difficultés. Je dis beaucoup de difficultés parce que Fontenis avait l'argent, Fontenis avait le journal, Fontenis avait le local et Fontenis avait l'organisation -enfin ce qu'il en restait- Nous, nous n'avions ni argent, ni journal, ni local, ni organisation. Alors, les deux hommes qui, on peut le dire, ont joué un rôle considérable là dedans, c'est d'une part Aristide Lapeyre et d'autre part Maurice Joyeux.

Aristide Lapeyre a fait le tour de France. Vous savez que c'est un pigeon voyageur, que pour la Libre Pensée il faisait des conférences continues, ce qui lui permettait de parcourir tout le pays et il allait rendre visite à tous les groupes en leur présentant une reconstruction possible et en prenant des accords de tous les groupes . . . (fin de la première face)

. . . Toutes tendances et qui a établi les principes de base tels que vous les voyez moins les modifications qui ont eu lieu par la suite mais qui ne changent rien quant au fond du problème. On a décidé entre autres choses que le comité national disparaissait, qu'il y aurait un comité de relation, que le vote disparaissait et que les minoritaires sur telle ou telle question pourraient agir dans la mesure où leur position était anarchiste. Nous avons pensé que ce qui pouvait nous diviser c'était des points de vue stratégiques et non pas des points de vue idéologiques. Et surtout on a voulu donner aux groupes la prépondérance sur les organismes qui n'en sont que l'expression. Voilà sur quelques bases générales on est parti, avec, naturellement des petits incidents: il y a eu un espion de Fontenis qui s'est amené en disant «puisque le congrès est ouvert à tous les anarchistes, je voudrais venir etc . . .» Alors on lui a dit : «bon, et bien tu vas nous expliquer, nous faire un papier pour nous dire que tu es absolument contre ce qu'a fait Fontenis. . .» le gars s'est mis à ergoter alors on lui a dit de sortir. Comme disait Lapeyre «nous n'appartenons pas à la même famille, il n'y a rien de commun entre vous et nous et tu peux aller retrouver ton maître à penser Fontenis et lui dire qu'il aille retrouver les siens.»

Et on a continué la séance. Mais au bout d'un moment on a vu un rideau qui frémissait au fond de la salle et on a vu un bonhomme qui avait un papier à la main, qui était en train de prendre des notes. -il avait fait le tour de la salle et était rentré par l'entrée des artistes!- . Comme la chose a été vue de Joyeux, il a bondi sur l'estrade et je crois que le gars a eu deux côtes fêlées. Il a prétendu qu'on l'avait passé à tabac. Du reste on a reçu un mot de Fontenis, une lettre qui est arrivée après -«La vengeance ne tardera pas, vous payerez la chose chère, le camarade est à l'hôpital.. . etc etc».

Et donc il a été décidé, enfin, qu'on sortirait un journal et on s'est mis d'accord sur le titre du journal. J'avais proposé qu'on reprenne purement et simplement le titre "le libertaire" en ajoutant en dessous "le vrai" et j'ai dit "ça pourra nous porter du bénéfice parce que celui qui dira «je veux "le libertaire"» on lui demandera lequel, les gens diront "le vrai" et on prendra le

nôtre". Ils n'ont pas accepté, ils ont d'abord posé la question de savoir si on serait accepté par l'officialité et on s'est arrêté sur "le monde libertaire". Là je reviens sur Fernand Robert qui avait mis son journal "l'anarchie" à notre disposition. Les copains se rendaient compte que ce journal resterait une feuille ronéotypée. Ils avaient l'intention eux de faire un journal qui ait une large diffusion et ils ont refusé. Au lendemain de ce congrès il y avait dans cette feuille de choux tout un tas d'articles qui travestissaient la vérité. Par exemple on voulait savoir légalement comment on pouvait sortir un journal pour qu'il puisse être vendu dans les kiosques, ce qu'il fallait faire du point de vue administratif. et comme les camarades hésitaient, qu'il y avait des choses contradictoires, j'ai dit simplement «vous pouvez avoir un avis immédiat, téléphonez à Gauchon qui est un camarade anar et qui est avocat. Il connaît la question, si vous voulez il est là dans la minute.». Dans le compte rendu qu'en faisait Fernand Robert, il disait: «comment qu'ils voulaient être dans la légalité les gars, quelle peur d'être irrégulier: il fallait que le journal soit légal!» Evidemment qu'il fallait qu'il soit légal si on voulait qu'il soit mis en kiosques, il fallait le visa de la préfecture. Et il ajoutait «Il ont été jusqu'à proposer d'aller chercher un avocat pour les renseigner sur la question» Sans spécifier que l'avocat en question était Gauchon. Et puis là-dessus, il nous a envoyé des lettres en nous demandant de faire passer un petit communiqué disant qu'il n'y avait rien de commun entre Fernand Robert et Robert François. . . il y avait confusion. C'était assez insultant pour Robert François qui était -je le rappelle- secrétaire aux relations intérieures à ce moment là et, dans ces conditions on a refusé le papier. Depuis le journal est sorti, il a continué ce qu'il a toujours fait, je ne sais pas si vous le lisez quelque fois, vous y apprendrez que je suis l'oeil de la maçonnerie au sein de la F.A malgré que je n'ai pas mis les pieds dans une loge depuis 1928, mais enfin, ça ne fait rien. Vous apprendrez que Joyeux est un gars qui est arriviste qui attend d'être en âge pour faire carrière dans le syndicalisme, vous apprendrez que Bontemps fait des tournées de conférences pour pouvoir sauter les petites filles et vous apprendrez que les affiches de la F.A sont collées par les membres du P.C. Il a continué son truc jusqu'au jour où il y a eu un incident avec lui, c'est le jour où il a rencontré Joyeux, il a pris une paire de claques dans la figure. Mais il y a un des ses hommes qui est là-dedans et qui s'appelle Beaulaton et au congrès de Paris, il y a eu d'abord la sortie du "monde libertaire". Nous nous sommes réunis -je voudrais vous faire voir l'évolution- Fontenis nous vire en 53 à la pentecôte - nous nous réunissons en 53 à Noël après avoir regroupé tous les copains de France et en octobre 54 il y a la sortie du "monde libertaire". Ça avait marché assez promptement parce que comme disait Vincey «il nous faut un million pour démarrer» remarquez, il n'a pas démarré avec un million, je crois qu'il a démarré avec 600.000 francs (anciens) dans la poche. ce n'était pas assez mais puisque l'on ne pouvait faire mieux, c'est parti comme ça. En 55 il y a le congrès de Paris à la pentecôte et en 56 le congrès s'est tenu à Vichy également à la pentecôte. Le secrétaire aux relations intérieures nommé à Vichy est Beaulaton qui était aussi membre de "l'anarchie". ça a été assez mal parce que Beaulaton, au

comité de lecture ou ailleurs entendait un mot il l'interprétait à sa façon et dans "l'anarchie" on trouvait le petit écho la fois suivante. Il tenait le rôle de mouchard jusqu'au moment où on lui a dit que ça suffisait comme ça et Beaulaton a disparu, on commençait à en avoir assez. Au congrès de Nantes on décide et on nous annonce l'achat de la boutique. Ce qui a lieu en juin 57 s'était annoncé dans le numéro 29 du "monde libertaire". Je dois vous dire que l'achat de la boutique n'avait été rendu possible que par un prêt que nous avait fait un vieux copain anar un camarade de Sébastien Faure et Lecoin qui s'appelait Alexandre, qui était un homme assez riche c'était un marchand de charbon qui voyait ça de très loin et il faisait des achats d'oeuvres d'art qu'il revendait un bon prix. Toujours est-il que si c'était un spéculateur, c'est lui qui a permis la sortie au moment de la guerre du tract "paix immédiate" de Lecoin parce qu'il a prêté de l'argent à Lecoin pour ça. Il a permis la sortie de "liberté" et il a permis au "monde libertaire" d'être dans ses meubles en nous faisant un prêt qui était remboursable par annuités. Et les camarades ont signé pour s'engager au remboursement de ce prêt. Ce qui a été fait année par année -il y a une année où on a dû demander le report et il a accepté, il s'est montré très compréhensif-

Il y a donc eu une période de calme plat où la fédération va à sa vitesse de croisière et où il n'y a pas d'incident. Sauf les histoires Baulaton et F. Robert mais comme ça a une petite importance et que ça ne touche pas grand monde on n'en tient pas compte.

58 congrès de Paris, 59 il a lieu à Bordeaux et en 60 à Angers. Il y avait aussi "noir & rouge" qui faisait des études dont certaines étaient discutables mais qui étaient intéressantes. Il n'y avait pas de polémique contre nous. Lagant faisait ce qu'il croyait devoir faire. Mais en 1960 nous avons la visite d'une délégation du groupe Kronstad -le groupe kronstad était de l'équipe Lagant, de "noir & rouge"- et ils étaient en dissidence de Lagant (comme disait Joyeux ça faisait beaucoup de dissidents) ils étaient en dissidence de Fontenis qui les avait virés, ils avaient fondé "noir & rouge" ils étaient en dissidence de "noir & rouge" et après quand ils ont été chez nous ils ont été en dissidence de la FA. Mais à ce moment là ils nous disaient «c'est idiot, on a les mêmes vues, on a les mêmes objectifs, pourquoi est-ce que l'on est pas ensemble, pourquoi est-ce que l'on n'est pas dans la même maison?»

Evidemment ceux que l'on appelait les "nullistes" -car ils nous appelaient les nullistes- avaient pu avoir un journal, un local et une organisation, dans le même temps où Fontenis perdait son organisation, son local et son journal. Par conséquent les réalistes avaient tout perdu, les "nullistes" et les "rêveurs" avaient tout établi et il était très intéressant de se rapprocher d'eux et de pouvoir disposer d'un local et d'avoir un journal. Et les camarades qui étaient représentés par Zorkine et Kleber nous disent: «on pourrait s'entendre, on est fait pour s'entendre» Ils nous expliquent que lorsque Fontenis nous avait vidés, ils avaient été parmi les opposants, qu'ils nous

avaient toujours été favorables etc . . . Ils font des propositions, on dit: «on les examinera». L'année s'écoule et au congrès de 61 à Montluçon, ils sont conviés pour discuter et pour parler de leur entrée possible à la fédération. Là, ils ont des réticences. Ils disent qu'ils acceptent, mais en même temps qu'ils acceptent, ils nous disent: «vous comprenez, on peut être à deux familles dans la même maison, mais il faut que ces deux familles aient chacune leur fourneau autrement on va se battre, alors on vous demande ceci, c'est, au sein de la FA, qu'il y ait l'Union des groupes anarchistes-communistes (U.G.A.C.), alors est-ce que vous acceptez la chose?». Je reprends les principes de base, je rappelle que les groupes peuvent avoir des contacts avec d'autres groupes, qu'ils peuvent se fédérer avec d'autres groupes et que c'est leur droit le plus strict. Seulement à partir de ce moment, ils veulent que dans l'annonce des groupes -dans le vie de la FA- on mette tous les groupes de la FA et de l'UGAC bien séparés. Point sur lequel je n'étais plus d'accord. Ils voulaient un tas de choses et tout ça s'est fait par la suite.

Toujours est-il qu'à Montluçon ça a été accepté. Cette FA dont certains reprochent le sectarisme a nommé Kieber au comité de relation, Zorkine au comité de lecture. Voilà des gens qui débarquent, des gens qui nous avaient plus ou moins virés du mouvement de Fontenis, à qui on ouvrait la porte, comme dans la chanson: "on oublie le passé, ne parlons plus du passé" et ils étaient accueillis un peu généreusement, plus que généreusement. Or à partir de ce moment là cette distinction devient une frontière, une muraille de Chine entre la fédération et l'UGAC. Par exemple il y avait deux camarades qui étaient de l'UGAC au comité de lecture. Eh bien lorsque l'on disait: «qu'est-ce que vous pensez de cet article?» Alors les camarades disaient: «il est pas mal cet article, il y aurait ce paragraphe qu'il faudrait revoir parce qu'il est un peu vaseux etc. Et vous qu'est-ce que vous en pensez?». Ils disaient «une seconde». Il passaient dans la pièce à coté, il y avait un conciliabule, ils revenaient et ils disaient «nous sommes pour ou nous sommes contre». Je vais vous situer autre chose, il y a un camarade qui était rentré à la FA et il avait adhéré via un groupe de l'UGAC, ce camarade s'appelait Legros à un moment donné, on lui présente un article qui était impossible. «Cet article est impossible on ne peut pas passer ça». Tous les camarades disent «non, c'est pas possible. Quel est votre avis?» Il passent dans la pièce à côté, reviennent, «nous nous sommes pour». Discussion. Et Legros qui lui n'était pas allé dans la pièce à côté parce qu'il n'y avait pas longtemps qu'il était dans le groupe dit: «non c'est pas possible on ne peut pas passer un papier comme ça». Alors là le papier est repoussé. Et quand ils se retrouvent à la porte, Legros s'approche d'eux et leur dit: «je ne vous comprends pas, comment avez vous pu défendre cet article là?» - «c'est nous qui ne te comprenons pas; plus ils feront passer de conneries et plus vite ils seront coulés.» Et voilà que l'histoire se renouvelle. Un jour il y a un camarade qui flânait dans le local et qui trouve dans une corbeille à papier un certain bulletin. Ils tiraient ce bulletin -car les groupes pouvaient tirer leur bulletin à la ronéotype de la FA-. Ce bulletin était le bulletin secret de l'UGAC : " bulletin qui ne doit pas tomber

entre les mains des membres de la FA, il serait bon que ces bulletins soient numérotés pour, s'il y a une fuite, on sache qui en est l'auteur. Ou on apprenait qu'un membre de l'UGAC se présentait aux élections sous l'étiquette PSU, ou on apprenait leur rapport. Et ce bulletin secret m'est remis par le camarade -un vieux camarade qui s'appelle Stass. Et Stass me dit: «je te le donne à toi, c'est toi qui dois l'utiliser, il faut dévoiler ce truc là, qu'est-ce que tu en penses?». Je montre ça à Aristide Lapeyre qui dit: «Oui il faudrait d'autres documents». Moi je pensais que c'était suffisant, qu'il n'y avait pas besoin d'autres documents, qu'il n'y avait pas besoin de plus que ça. Et arrivé au congrès de Nantes en 1963, je révèle le pot aux roses. Je dis: «il y a des choses qui ne vont pas plaire à certains, mais il faut que l'intérêt du mouvement passe en premier lieu». Et je me tourne vers les copains et leur donne connaissance de ce bulletin et de tout ce qu'il contenait. Eux pour leur défense disent: «Je ne m'attendais pas à ça, tu as perdu toute ma confiance et je ne te croyais pas capable de pareils agissements.» C'est tout ce qu'ils ont trouvé à répondre. Ils ont fait passer des papiers comme quoi il me retiraient toute leur confiance. Et vous voyez je n'en suis pas mort. Et là, c'est là que j'accuse le mouvement. Parce que je pense que s'il y avait eu des hommes dans le mouvement on aurait dit aux gars «écoutez, vous voyez la porte et bien gagnez là à reculons pour ne pas vous faire botter le derrière». Au lieu de cela on a dit: «Oui, écoutez, on envisagera la chose». Et ils ont continué à nous embêter au cours de l'année. Ils organisaient des conférences où dans un grand éclectisme, ils montraient toutes les revues sauf "le monde libertaire". De même ils donnaient toutes les références, parce que l'on trouve la vérité partout et quand ils faisaient une conférence, il était question de Marx mais Bakounine c'était assez rare, Proudhon aussi, c'était assez rare qu'on le nomme; c'est ce qu'on appelait l'éclectisme. J'oubliais qu'ils ont fait aussi une esclandre au congrès de Macon en 62 où on a immédiatement vu ce qu'ils étaient avant la connaissance de leur bulletin secret -que vous retrouverez dans le "lien"-, ça a été reproduit en 1962 et ce jour là, ils ont pris des bouteilles de bière, ils ont tapé sur la table en disant «Joyeux tu ne parleras pas, Joyeux tu ne parleras pas» dans le congrès. Joyeux leur a répondu que les cocos ne l'avaient pas empêché de parler et que ce n'est pas eux qui y parviendraient. Il a commencé à gueuler. A ce moment là, voyant qu'ils n'auraient pas gain de cause, ils se sont levés et ont quitté la salle. Ça nous a rajeunis, on s'est souvenu de la reconstitution à Paris lorsqu'ils avaient quitté la salle des sociétés savantes. C'est l'histoire qui se répétait. Et comme aux sociétés savantes, ils sont partis prendre l'air et sont revenus 20 minutes après reprendre leurs places. Donc au congrès de Paris (64) là ils ont fait une esclandre, ça consistait à dire qu'il y avait un flic parmi nous. Et ce flic c'était le fameux Legros qui avait dévoilé leurs pratiques. Les copains ont encore eu la faiblesse de nommer un comité des conflits pour savoir qui étaient les coupables, si vraiment il y avait une culpabilité. Généralement c'est à l'accusation de prouver ses dires. Là; l'accusation n'a rien prouvé. Du reste ils ont disparu de la circulation. On les a retrouvés plus tard à l'O.R.A. ou dans d'autres mouvements, l'O.C.L je crois. L'O.C.L de Reims en particulier. Et ils

ont dit: «la preuve que tu appartiens à la police, c'est pour cette raison là que le parti communiste t'as viré» Et Legros a prouvé son innocence parce que les autres ne parvenaient pas à prouver sa culpabilité. Legros nous a dit: «voilà la lettre que j'ai reçue du P.C, car effectivement j'étais au parti communiste avant de venir chez vous» Et le parti communiste disait: «pourquoi ne te voit-on plus, pourquoi ne viens tu plus chez nous etc. . . » S'ils m'avaient vidé comme flic, ils ne m'enverraient pas des lettres comme ça». Et ensuite le calme semble revenu une fois de plus.

En 65 il y a le congrès de Toulouse, mais après ce congrès, il y a Tomas Ibanez qui se mêle de faire l'unité. Il veut réconcilier l'UGAC, il veut réconcilier tous les mouvements avec la FA. Il ne veut pas savoir ce qui s'est passé avant. Il veut l'unité. Et pour faire l'unité il trouve un moyen magnifique: il fait une organisation de plus! Et puis il fait autre chose: chaque fois que la FA prend une décision et qu'elle en charge le comité de relation, lui s'efforce de prendre le comité de relation de vitesse et la réaliser lui-même avec son équipe. Il cavale de l'un à l'autre, ça crée une pagaille indescriptible. Et chaque fois qu'on arrive on nous dit que notre délégué est passé depuis 48 heures. Enfin un boulot impossible. Il y a naturellement un ramassis de mécontents, il y a le ramassis de tous les gars qu'ils appartiennent à "noir&rouge", qu'ils appartiennent à l'UGAC qu'ils soient derrière Fernand Robert qui sont tous d'accord quand il s'agit de japper en chœur. Naturellement il y a tellement de pagaille qu'il se produit ceci: c'est qu'au comité de lecture ça devient inimaginable. Il y a d'une part des gars qui paraissent tous les 4-5 mois au comité de lecture et quand ils arrivent c'est pour faire un chahut terrible, pour engueuler tout le monde. Ça avait même failli finir par des coups de poings. Quant aux autres ils nous disent: «écoutez c'est très simple, nous on démissionne du comité de lecture».

Donc il y avait d'une part ceux qui faisaient quelque chose qui démissionnaient et ceux qui ne faisaient rien qui ne démissionnaient pas mais qui restaient les seuls membres du comité de lecture et "le monde libertaire" aurait paru tous les 3 - 4 mois. Devant cette situation, et il faut le dire c'est la seule fois que cela s'est produit. En tant que secrétaire et membre de "l'association pour la recherche et la diffusion des philosophies rationalistes" étant donné que le journal nous appartient, étant donné que le local nous appartient étant donné que le journal doit continuer à paraître j'ai pris la décision de dire les camarades untel et untel n'appartiennent plus au comité de lecture, il sera statué sur leur cas au prochain congrès. Les camarades n'attendaient que cela, on commence à crier à la dictature. Il y a les membres qui viennent de rentrer avec les autres qui disent que ça n'est pas du tout anarchiste. Naturellement au congrès de 1966 à Paris, je fais le rôle de l'âne de la fable. Il y a Tomas Ibanez qui déclare que je suis dégueulasse. Il y a des copains qui m'avaient écrit en me disant que des amis d'Ibanez faisaient le tour de France de groupe en groupe pour les inviter à quitter la FA. Ils m'écrivaient c'est dégueulasse il faut que vous suiviez ça de très près.

S'ammène le camarade Bruno de Toulouse, quand on fait appel à son témoignage -ce n'est pas moi qui fais appel à son témoignage c'est Joyeux- «il y a quelqu'un qui se tait ici et qui m'a téléphoné pour me dire ceci et cela». L'autre n'a pas bronché. Alors Joyeux a dit: «mais je voudrais bien savoir où on est ici». Et là il a commencé à gueuler «Pour le moment on veut la peau de Laisant et bien on ne l'aura pas ou en tout cas je ne m'en mêlerai pas, non seulement je ne m'en mêlerai pas mais je le défendrai. S'il y en a qui sont assez lâches pour se taire et qui m'ont téléphoné, moi je vais dire leurs noms, si eux ne veulent pas se nommer». A ce moment là Bruno s'est levé: «mais si, moi je vous l'ai dit». -«C'est tout ce que l'on te demande, mais tu aurais pu le dire plus tôt»- Le groupe de Toulouse a démissionné par la suite, il y a eu la pagaille et il y a eu cet incident à Paris qui s'est terminé et tout a continué. En 67 c'est le congrès de Bordeaux, à Bordeaux il y avait un relais: après la jeunesse libertaire, le mouvement de Tomas Ibanez qui voulait, ça c'est important, transposer toutes les querelles du mouvement espagnol dans le mouvement français. Alors là on ne marchait pas dans la combine. Il y avait eu au cours de ce congrès les situationnistes qui avaient fait leur apparition, mais ces situationnistes se sont montrés beaucoup plus virulents au congrès de Bordeaux. à telle enseigne qu'il a fallu les virer de la salle. Ces groupes qui disaient qu'ils étaient contre la FA étaient venus siéger dans le congrès, il y a eu un tas d'incidents. Et ces "camarades", le lendemain du congrès, ces camarades qui n'avaient pas d'argent pour sortir des affiches contre l'armée, la police, le capitalisme et l'Etat, ces camarades ont trouvé de l'argent pour dire que Joyeux était un flic, que Joyeux était un dégueulasse et pour coller des affiches pendant la nuit à Bordeaux.

Quand ils sont partis, il y a eu une intervention très importante de Fayolle. Je dois dire que Fayolle était en désaccord stratégique avec nous depuis de longues années. Fayolle prétendait que le mouvement n'était pas cohérent. Il demandait non pas que l'on supprime l'entrée à certaines tendances mais à un certain état d'esprit. et voilà quel était son but, je le situe bien car il était le père de l'ORA et il faut comprendre ce qu'il voulait. Il disait «pour moi, ce qui nous divise ce n'est pas le fait qu'il y ait des individuels et des collectivistes et des anarcho-syndicalistes, ce qui nous divise c'est le fait qu'il y ait des hommes qui croient à la révolution, qui veulent que la FA s'inscrive dans l'histoire; il y a des hommes pour lesquels l'anarchie est une philosophie en dehors des réalités et je pense que c'est incompatible». Voilà quelle était la position de Fayolle. alors Fayolle déclarait ça. Remarquez je donne la position de Fayolle, j'y réplique immédiatement parce que j'y étais opposé pour la raison suivante: c'est qu'entre ceux qui pensent que la révolution est possible et ceux qui pensent qu'elle ne l'est pas, il y a toutes les nuances de ceux qui la veulent pour la semaine prochaine, ceux qui pensent qu'elle peut avoir lieu dans dix ans, dans 20 ans, dans 100 ans ou dans 10.000 ans. Il y a toutes les nuances de pensée, par conséquent si on commence à aller dans les distingos, on va aller excessivement loin. Or au moment de ce congrès de Bordeaux, il se trouve que certaines personnes rallient le point de vue de

Fayolle qui avait déjà fait de nombreuses interventions à ce sujet.

Fayolle se voyant suivi constitue l'O.R.A. Mais il nous dit : « Au moment où vous venez d'être l'objet d'attaque vis à vis de gars qui semblent être des saligos, je ne veux pas jouer le rôle de me mêler à eux ». - J'insiste bien que Fayolle est un honnête homme - « je veux faire un mouvement en dehors de la fédération anarchiste mais ce mouvement n'attaquera jamais la FA. Je vous quitte parce que j'estime que vous n'êtes pas un mouvement mais une amicale et que je veux un mouvement plus structuré, mais chacun des membres de cette organisation que je vais fonder sera individuellement membre de cette amicale qu'est la FA ». Voilà sur quelles bases nous partons et on ne dira pas que j'ai manoeuvré, j'agis au grand jour ». Nous nous séparons et voilà comment se termine le congrès de Bordeaux. Certains groupes de la FA rallient le mouvement de Fayolle, dont le groupe Kropotkine et le groupe Durutti. Dans le même temps, aussitôt revenus à Paris, nous pouvons constater qu'il y avait cette affiche qui est collée sur les murs de Paris où "internationale anarchiste" c'est à dire les situs annoncent que la FA a été dissoute au congrès de Bordeaux. Immédiatement nous faisons sortir une affiche et nous recouvrons les leurs et en attendant que cette affiche soit sortie nous commençons à coller des "monde libertaire". C'était le plus beau démenti que la FA n'était pas morte. Du reste ça date de 67, nous sommes en 74. Pour des morts nous nous portons pas mal.

A ce moment là arrivent les événements de Mai 68. Le congrès devait avoir lieu à Marseille et, évidemment, il est reporté. Je sais que Lapeyre nous en a tenu grief mais je n'ai pas compris pourquoi. Parce que nous aurions pu faire un congrès à Marseille, mais je ne vois pas comment les copains auraient pu y aller. Ils y auraient été à pied ou pour les mieux lotis à bicyclette puisqu'il n'y avait plus d'essence. Il n'y avait plus rien et nous avons décidé que le congrès aurait lieu plus tard. Mais il y avait dans l'intervalle le congrès international de Carare qui devait avoir lieu et il fallait que l'on prenne des décisions. Alors on a décidé d'un pré-congrès qui a eu lieu le 14 juillet à Paris en attendant celui de Marseille qui est décidé pour le mois de novembre. Au congrès de Paris il y a eu deux tendances. Là je résume très rapidement la question internationale. Ces tendances c'était de savoir si le mouvement serait représenté avec toutes ses tendances, c'est à dire toutes les organisations anarchistes ou si la FA seule serait représentative de l'anarchisme en France. Deux tendances, deux oppositions: d'une part les camarades Lapeyre, May Piqueray, Elieth et d'autres qui demandent que le congrès accepte tout le monde, alors on aurait vu l'apparition de Fernand Robert, de "noir&rouge", de Fontenis -pourquoi pas- de l'UGAC. Et ceux qui demandaient que ce soit la FA seule, ce qui était un peu arbitraire. Devant le danger que cela représentait, je dois vous dire que personnellement j'ai accepté la deuxième solution, je crois que j'ai eu tort. Mais j'aurais eu tort également en choisissant

la première. . . . On décide ceci: comme on ne pouvait pas prendre l'avis des majoritaires sur les minoritaires on décide (l'autre tendance était représentée par Malouvier, par Perez, par Joyeux et par moi) qu'il y aurait deux délégations : une délégation représentant la première tendance qui au début du congrès se lèvera dira qu'elle est opposée et par conséquent ce n'est qu'une fraction de la FA française qui est là présente et que c'est cette fraction que le congrès doit accepter comme représentative de l'anarchisme en France. Et puis ensuite l'autre tendance qui alors participera aux débats. Le congrès a eu lieu à Carare de cette façon là. Aristide se lève et fait part de la position de la fraction qu'il représente et ensuite les autres interviennent représentant la fraction qu'ils représentent également. Chose assez curieuse, soit dit en passant, c'est que l'Elliot qui s'était accroché aux cheveux avec Malouvier était ensuite comme cul et chemise avec Malouvier. C'est assez curieux, je mets tout ça sur le compte de l'amitié. On est opposé à quelqu'un et reste ami avec lui. Et être tellement ami qu'on lui communique tout ce qui se fait et tout ce qui se passe dans le mouvement.

Ensuite nous avons le congrès de Marseille où il y a une dissidence. L'O.R.A. s'affirme et l'O.R.A., du fait que c'était Malouvier qui dirigeait les opérations, Malouvier ne représente plus la fraction de la FA française qu'il devait représenter, il représente l'O.R.A. et la FA française est mise à l'écart par conséquent, puisqu'on avait décidé qu'il n'y aurait qu'une organisation qui serait représentative de l'anarchisme dans un pays, l'O.R.A. n'avait rien à y faire. Malouvier était là comme représentant de cette fraction de la FA et non pas comme représentant de l'O.R.A. ça me semble évident. Ils ont passé outre.

On doit dire aussi qu'au congrès de Marseille il y a eu des accrochages avec l'O.R.A. qui commencent à s'affirmer se mettant à l'écart et jouant un jeu assez politique. Le pauvre Fayolle est très malade, ne dirige plus du tout l'O.R.A. qui finira avec des alliances avec les gauchistes. L'O.R.A. à ce moment là commence à reprendre des méthodes politiciennes. Quand quelqu'un veut adhérer à la FA comme il se trouve que Perez est le permanent du mouvement et comme il se trouve que Perez est à l'O.R.A. Il conduit tous les copains qui se présentent vers l'O.R.A. au lieu de les conduire vers les autres groupes de la FA. Ils commencent à monopoliser la chose jusqu'à la rupture où l'O.R.A. ne prend plus contact avec la FA. Et ce mouvement qui ne devait jamais nous faire de tort envoie des tracts du haut du balcon de la mutualité en disant que nous sommes les alliés de Mitterrand et Duclos.

On pourrait penser que l'on avait fini nos malheurs, mais au congrès de Lorient, là l'O.R.A. est encore présente mais elle est vraiment sur la balance, on sent que les rapports sont de plus en plus tendus. Et là on est surpris de voir des personnes venues nous faire un cours d'anarchisme. Quand on leur demande des éclaircissements ces personnes que l'on avait proposées au

comité de lecture nous apprennent qu'elles n'ont jamais appartenu à la FA!
On leur demande comment elles sont venues là et la réponse est assez stupé-
fiante: «c'est un copain qui a dit, qu'il avait deux places de libres dans sa
voiture, est-ce que vous voulez venir à un congrès anar ?»

Au cours de l'année les tensions deviennent de plus en plus vives avec
l'O.R.A., quand arrive le congrès de Limoges on a affaire à tous les "ploum-
ploums" orchestrés par un type qui lui n'était pas un "ploum-ploum". Un type
très organisationnel. Alors tous les incidents extraordinaires: un groupe qui
payait pour deux adhérents qui envoie 15 délégués; des délégués avec de
grands chapeaux, de grandes capes et l'air du gars qui marche à coté de ses
pompes comme disait Paulo et qui n'avait pas fumé que du tabac et qui
commence à gueuler, à faire des incidents de congrès pour des niaiseries, qui
arrivent avec une heure de retard en hurlant en poussant la porte. On a ça au
congrès de Limoges... (fin de la bande, nous n'avons pu retrouver la suite)